

# Mise à jour sur le projet de loi 74 : Refonte du système de santé de l'Ontario

Notre système public de soins de santé est attaqué! Le projet de loi 74, la *Loi de 2019 sur les soins de santé pour la population*, qui a été adopté, octroie au gouvernement des pouvoirs extraordinaires afin qu'il puisse privatiser des services de soins de santé et ordonner des méga-fusions, des fusions, des transferts de services et fermer des services de première importance.

Ce projet de loi pourrait ouvrir la voie à un système de santé à deux vitesses et avoir de graves répercussions sur les soins prodigués aux patients. Il inclut la création d'une « méga-agence », appelée Santé Ontario, qui regroupe 20 agences existantes ayant des mandats très variés, y compris les 14 réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS), Action Cancer Ontario, CyberSanté, le Réseau Trillium pour le don de vie, les Services communs pour la santé Ontario, Qualité des services de santé Ontario et l'Agence de promotion et de recrutement de ProfessionsSantéOntario.

Les membres du Conseil d'administration de cette méga-agence, qui sont nommés et non élus, viennent de secteurs qui bénéficieront de davantage de privatisations. Ils disposeront d'immenses pouvoirs, notamment pour ordonner la transformation complète de nos hôpitaux locaux, des soins de longue durée, des soins à domicile, des soins communautaires, des soins de santé mentale, des cliniques de santé et du système de soins de santé en général, avec peu ou pas d'obligation de rendre des comptes à la population ou aux collectivités qu'ils sont censés servir.

Le projet de loi 74 n'a pas pour objectif d'améliorer les soins aux patients ni de mettre fin à la médecine de couloir. Il vise à siphonner de l'argent public pour le transférer au secteur privé. C'est contraire aux principes de notre système public de soins de santé, où les soins sont dispensés en fonction des besoins du patient et non pas selon sa capacité à payer.

Ce projet de loi a en outre de graves répercussions sur les relations de travail, en particulier sur les droits du successeur dans les cas de transferts ou de fusions des services de santé. Cela se traduira sans aucun doute par des conflits de travail lorsque les syndicats lutteront pour protéger les droits de leurs membres. Il outrepassé également les droits acquis des employés, notamment en ce qui a trait aux mises à pied, aux cessations d'emploi et aux droits d'indemnités de départ lorsqu'ils sont transférés d'un employeur à un autre.

L'ensemble du processus législatif était vicié, sans véritable processus de consultation publique. Malgré ces changements gigantesques au système de soins de santé de l'Ontario, les travailleurs, les patients et le grand public n'ont eu que très peu d'occasions, ou aucune occasion, de faire des recommandations sur le projet de loi 74.

Nous devons résister aux attaques du gouvernement Ford et lui dire : plus aucune coupe, plus aucune privatisation!

**#SemaineDesProfessionnelsDeLaSanté** [www.hospitalprofessionals.org](http://www.hospitalprofessionals.org)



# Grave menace de privatisation

La ministre de la Santé et sa méga-agence se sont arrogé de nouveaux pouvoirs extraordinaires afin de pouvoir privatiser la plupart de nos services de soins de santé. Lorsque les partis d'opposition ont questionné le premier ministre et la ministre de la Santé au sujet des cliniques privées qui font des appels d'offres pour remplacer nos services hospitaliers publics, ni l'un ni l'autre n'a nié les faits.

Des documents internes, qui avaient fait l'objet d'une fuite, ont révélé les plans du gouvernement de privatiser CyberSanté, les laboratoires, les ambulances aériennes, les inspections des soins de longue durée et d'autres services.

Les menaces de compressions et de privatisation imminente sont à prendre très au sérieux.

## Coupes dans les soins de santé à ce jour

- Élimination du financement d'appoint pour faire face à l'engorgement dans les hôpitaux. Les lits d'appoint ont été supprimés sans avoir été remplacés, malgré la crise de l'engorgement qui perdure. (automne-hiver 2018/2019)
- Financement global de la santé fixé sous le taux d'inflation, malgré la croissance et le vieillissement de la population. Les niveaux de service n'arrivent pas à répondre aux besoins en soins de la population et à leur complexité. (Budget 2019)
- Révélation des plans de réduction d'un demi-milliard de dollars dans les services de l'Assurance-santé de l'Ontario. Sont sur le billot la sédation pour les coloscopies, les services de gestion de la douleur chronique, etc. (avril 2019)
- Coupe dans les soins obstétriques à l'Hôpital Memorial de Lincoln Ouest durant les fins de semaine. Les femmes qui ressentent des contractions durant la fin de semaine doivent se rendre à Hamilton. (février 2019)
- Privatisation des services au Centre de santé Bruce Grey Sud, y compris des tests de microbiologie, de la transcription, du centre de soins des aînés et du service de transport des patients. (janvier 2019)
- Coupe dans les services de pédiatrie et d'obstétrique-gynécologie au campus Birchmount du Scarborough Health Network (ancien Scarborough Grace General Hospital), qui procure des soins à quelque 200 000 personnes. (janvier 2019)
- Suppression de 165 postes à temps plein au London Health Sciences. (juin 2019)
- Privatisation des services de laboratoire médical pour les patients externes au North Wellington Health Care et sous-traitance des services au laboratoire à but lucratif LifeLabs.

Et bien plus encore...

